

Chapitre deux bis - Le parti communiste

lundi 30 mars 2015, par [Jadarshini](#)

Si nous tentions de passer à l'offensive alors que les masses ne sont pas encore éveillées, ce serait de l'aventurisme ... Si nous n'avancions pas alors que les masses exigent d'avancer, ce serait de l'opportunisme de droite.

Mao Zedong, 2 avril 1948

Selected Works, Vol. IV, p. 243

L'histoire du Communist Party of India est l'histoire d'une lutte entre la ligne de lutte de classes et la ligne de collaboration de classes et de trahison, entre les rangs prolétariens révolutionnaires et les dirigeants bourgeois réactionnaires.

Résolution politique du CPI(M-L), mai 1969

Le Communist Party of India : Avant 1947

Certains mots sont souvent si galvaudés qu'on en arrive à un stade où seules les actions, qui sont symbolisées par ces mots, deviennent inévitables. Dans le mouvement communiste indien, le mot « révolution » a subi un sort analogue. Depuis sa naissance dans les années vingt, le Communist Party s'est engagé dans son programme à mener une révolution des ouvriers et des paysans pour transformer le système dominant. Mais bien que de nombreuses vagues spontanées aient éclaté dans le pays dans les années 1930, et particulièrement après la Seconde Guerre mondiale, époque où les rangs du parti ont combattu héroïquement, les dirigeants du CPI (Communist Party of India) ne sont pas parvenus à organiser toutes ces luttes en une révolution.

Il faut se souvenir que le CPI a été le premier parti politique organisé à exiger la pleine indépendance de l'Inde (en 1924, lorsque le Indian National Congress a révélé son caractère compradore en annonçant qu'il serait satisfait d'un statut de dominion à l'intérieur de l'empire britannique). Malgré tout, il n'a pas pu chasser le Congrès de la tête du mouvement national.

Une des raisons principales de cet échec fut l'incapacité du CPI de faire l'analyse du caractère de classe du Congrès et de déterminer sa position à son égard. Il traînait fréquemment derrière le Congrès, et en conséquence, bien qu'il fut doté de rangs dévoués, n'a pas réussi à construire et à développer une base autonome parmi les ouvriers et les paysans. La pression venant d'en-bas - les rangs travaillant dans les fronts de masse et l'état d'esprit révolutionnaire de la population - l'a souvent poussé à diriger les luttes de la classe ouvrière et des paysans ; mais le désir de calmer les dirigeants du Congrès le faisait battre en retraite l'instant d'après.

Une autre raison importante de l'incapacité des communistes indiens à mener une révolution en Inde fut l'indécision quant à la détermination de la section de la population qui formerait l'élément principal du cadre révolutionnaire - les ouvriers de l'industrie urbaine ou la paysannerie agricole rurale. Les dirigeants petit-bourgeois du parti élevés, selon l'expérience des marxistes occidentaux et de la révolution russe de 1917, dans la croyance que le prolétariat industriel était la seule force révolutionnaire dans le pays, ont tenté de se concentrer dans les villes et les zones industrielles indiennes. Mais ici aussi, le mouvement communiste est resté enlisé dans des luttes syndicales pour de meilleurs salaires. La question de faire tomber le pouvoir colonial en paralysant les communications et les industries par des grèves continues est restée suspendue dans les airs.

Les perspectives de politisation des luttes ouvrières ont atteint leur sommet dans la situation d'après-guerre quand une vague de grèves de la classe ouvrière, souvent menées par les communistes, a soufflé sur le pays. Mais la résignation des dirigeants du parti face à la conviction du Congrès a laissé les ouvriers en plan. Voici comment deux commentateurs soviétiques comprenaient la situation : « Bien que les communistes aient été à la tête des travailleurs dans certaines de leurs manifestations ... les grèves

(malgré que leur nombre n'ait pas diminué) ont complètement cessé aussitôt que les ministres du gouvernement provisoire ont promis de réfléchir aux revendications des ouvriers et leur ont demandé de reprendre le travail » [1]. De nouveau, au cours de la révolte des marins de la Royal Indian Navy en février 1946, la classe ouvrière de Bombay a pris position en leur faveur, au mépris des directives du Congrès contre les grèves. Non seulement a-t-elle organisé des grèves, mais elle a activement aidé les marins dans leur combat contre les troupes britanniques. Mais le Communist Party était trop embrouillé sur le plan idéologique, et n'était pas prêt pour un soulèvement armé, tant mentalement que d'un point de vue organisationnel. Résultat : il n'a pas pu empêcher les dirigeants du Congrès d'obliger les marins à capituler devant les britanniques après cinq jours de résistance héroïque.

La situation d'après-guerre était extraordinairement propice à la révolte armée. Plus tard, repensant à la série de luttes en 1945-1946 - le mouvement pour la libération des prisonniers de la « Azad Hind », les manifestations anti-impérialistes des étudiants partout en Inde, les luttes de Tebhaga et de Bakasht, les luttes anti-féodales dans les états princiers, la grève des ouvriers des postes et télégraphes, la révolte des marins de la Royal Indian Navy accompagnée des rébellions dans l'aviation militaire et dans l'armée et la révolte de la police dans le Bihar - le CPI(M-L) a estimé que « une situation révolutionnaire sans précédent frappait le sous-continent indien » Mais comme le CPI(M-L) s'empressait de l'ajouter :

en dépit des énormes occasions, le leadership de la classe ouvrière n'a pas pu s'imposer dans la lutte de libération nationale étant donné que les dirigeants du parti ont refusé de combattre le gandhisme et les dirigeants gandhiens et de prendre la voie de la révolution. Les dirigeants ont refusé d'intégrer la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique concrète de la révolution indienne. Ils ont refusé d'intégrer les masses héroïques au parti, principalement les paysans révolutionnaires, et de former un front uni révolutionnaire. [2]

Les dirigeants bourgeois-compradores du Congrès étaient cependant beaucoup plus vigilants que les communistes. Le militantisme parmi les ouvriers dans l'Inde d'après-guerre a ouvert les yeux des membres du Congrès sur le nouvel état d'esprit, et ils se sont hâtés de le tuer dans l'oeuf. Le Congress Working Committee a voté une résolution en 1946 décidant de constituer une organisation syndicale distincte. Sardar Vallabhabhai Patel n'a pas mâché ses mots, dans son discours présidentiel au meeting inaugural de la nouvelle organisation - le Indian National Trade Union Congress - à New Delhi le 3 mai 1947, juste trois mois avant que son parti ne prenne officiellement les rênes de l'administration, quand il a affirmé que « l'anarchie actuelle dans le mouvement ouvrier devrait être réprimée sur le champ s'il fallait épargner des souffrances indescriptibles au pays et si on devait effectuer le transfert de pouvoir pacifique » [3]. Les organisateurs de l'INTUC ont justifié la nécessité d'une organisation distincte par le fait que le All-India Trade Union Congress, le principal organisme syndical, où les membres du Congrès et les communistes avaient travaillé ensemble si longtemps, était tombé sous le contrôle des communistes qui organisaient des grèves dans différentes régions de l'Inde. [4]

Dans les régions rurales encore, la nécessité d'organiser les paysans pauvres et les paysans sans terre et de reconnaître leur potentiel en tant que force révolutionnaire était souvent négligée par les dirigeants du Communist Party. Pourtant, comme nous l'avons vu dans le chapitre un, les paysans pauvres et les paysans sans terre en milieu rural avaient toujours été concernés au plus haut point par un changement fondamental du système dominant. Leurs luttes dépassaient invariablement les limites des mouvements légaux et des satyagrahas non violents.

Malgré le manque d'intérêt pour les organisations rurales, le mécontentement agraire dans la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale a éclaté en mouvements explosifs dans différentes régions de l'Inde, les plus notables étant les troubles de Tebhaga au Bengale et le soulèvement anti-nizam au Telengana. Au Telengana, comme mentionné plus tôt, les communistes ont pris les armes et se sont lancés dans la formation des guérilleros pour organiser le soulèvement. Faisant référence à celui-ci, un document communiste contemporain a reconnu que le mouvement « a pris le parti au dépourvu », révélant de ce fait l'éloignement des dirigeants du parti, non seulement de la réalité, mais aussi de ses propres rangs.

Poursuivant, le document disait :

... dans la région du Telengana, malgré un Communist Party jeune et faible, malgré qu'il n'existait aucune autre classe pour l'organisation de masse depuis une éternité à l'exception de l'amorphe mouvement de masse organisé sous la forme du Andhra Mahasabha, sans aucune expérience des luttes de classe et de masse exception faite du mouvement satyagraha du State Congress en 1938-40 et avec relativement moins de prise de conscience politique des masses, c'est devenu la lutte armée historique des paysans... [5]

Mais ici aussi, comme nous l'avons examiné auparavant, les dirigeants communistes ont abandonné la logique de l'inéluctable confrontation avec la classe dirigeante bourgeoise-compradore.

Le CPI : Après 1947

Après le transfert de pouvoir en août 1947, le CPI s'est retrouvé face à une nouvelle situation, poursuivi d'une part par la même ambivalence qui avait bloqué ses politiques envers le Congrès durant la période d'avant 1947, et propulsé d'autre part à la tête d'une lutte armée contre le nizâm féodal d'Hyderabad. À la veille de l'annonce officielle de « l'indépendance », en juin 1947, le comité central du CPI a adopté une résolution qui stipulait que « de nouvelles possibilités de progrès ont été obtenues ». Elle présentait le Congrès comme la « principale organisation démocratique nationale », et lui a assuré que le CPI « collaborera entièrement avec les dirigeants nationaux pour le grand travail qu'est la construction d'une république indienne sur une base démocratique ». Faisant référence au gouvernement de la Muslim League au Pakistan, et au gouvernement du Congrès de l'Union indienne amenés au pouvoir à la suite du Mountbatten Award et de la partition du pays, la résolution affirmait « Les deux gouvernements populaires et les assemblées constituantes sont des armes stratégiques aux mains des dirigeants nationaux. La tâche des mouvements nationaux est de garantir qu'elles soient utilisées pour la réalisation rapide des buts nationaux ». La capitulation des dirigeants du parti devant le gouvernement du Congrès fut totale quand, peu après l'annonce du transfert de pouvoir, Bhowani Sen, un dirigeant communiste du mouvement de Tebhaga au Bengale, en a appelé aux paysans « de ne pas déclencher d'action directe cette année comme ils l'avaient fait l'année passée », car le nouveau gouvernement « doit recevoir une occasion de respecter sa promesse par les voies légales ». [6]

On se demande comment les communistes ont pu considérer comme acquise la bonne foi du gouvernement du Congrès et prendre ses promesses au pied de la lettre. Le Congrès n'avait-il pas démontré sa véritable attitude à l'égard des ouvriers et des paysans autrefois, quand Gandhi s'était empressé de mettre un frein aux manifestations militantes de résistance collective, quand Nehru s'était déclaré ouvertement contre les mouvements des paysans pendant les ministères du Congrès de 1937-1939, quand Sardar Patel avait persuadé par la ruse les insurgés de la Royal Indian Navy de capituler devant les britanniques ? On ne peut qu'être d'accord avec l'évaluation des dirigeants communistes de l'époque effectuée par le CPI(M-L) : « ... les dirigeants du CPI ont dès le tout début consciemment rampé derrière les dirigeants du Congrès et trahi la révolution ». [7] C'est dans une douleur et un repentir intense que Charu Mazumdar, ayant lui-même été un membre important du parti à ce moment-là, a plus tard à plusieurs reprises conseillé à ses partisans : « Apprenez à haïr notre passé ; alors seulement vous serez de bons révolutionnaires ». [8]

Cependant, dès la fin de l'année 1947, le CPI a modifié sa position envers le nouveau gouvernement. P.C. Joshi, le secrétaire général du parti de l'époque, qui était d'avis de faire une distinction entre Nehru et Sardar Patel au Congrès, et de soutenir le premier, fut progressivement évincé par B.T. Ranadive, qui a sorti une nouvelle thèse à la réunion du comité central du parti à Bombay en décembre 1947. D'après lui, le Congrès tout entier était passé au camp anglo-américain et suivait des politiques anti-populaires. La nouvelle position fut davantage détaillée dans la thèse politique adoptée par le second congrès du CPI à Calcutta, en mars 1948, laquelle présentait le transfert de pouvoir comme « une indépendance factice ». Elle stipulait que :

il n'a pas été mis fin à la domination de la Grande-Bretagne, mais la forme de domination a changé. La bourgeoisie est restée tellement longtemps en dehors du pouvoir d'État et en opposition avec lui ;

maintenant, elle s'est vue accorder une part du pouvoir d'État afin de perturber et de noyer la révolution démocratique nationale dans le sang.

Elle a déduit de ceci que la « marche de la révolution démocratique devra agir directement en opposition avec le gouvernement bourgeois, ses politiques et les dirigeants bourgeois du Congrès ».

Selon une réévaluation ultérieure de cette période par des théoriciens du CPI(M-L), elle représentait une tendance « opportuniste de gauche ». Expliquant l'ascension de B.T. Ranadive en tant que dirigeant, ils estimaient qu'il profitait de la réaction des rangs du parti contre « l'opportunisme de droite » de P.C. Joshi. « Le second congrès du parti a été témoin de la révolte des rangs contre la honteuse trahison. La clique Ranadive a tiré parti de cette révolte pour s'emparer de la direction du Parti ». [9] L'analyse de la situation indienne du second congrès faisait suite, en dehors de la pression des rangs pour un programme plus militant, aux caractéristiques inquiétantes de plus en plus évidentes des politiques du nouveau gouvernement.

Le nouveau gouvernement venait d'annoncer sa décision de préparer une Constitution. Plusieurs éléments du projet de Constitution n'étaient pas du goût du CPI. L'avant-projet de Constitution n'acceptait pas, par exemple, le droit fondamental à l'autodétermination des unités linguistiques nationales ; il ne prévoyait pas de représentations proportionnelles dans les corps législatifs du parlement et de l'État ; il octroyait la protection des biens et des privilèges des riches par une clause dans les droits fondamentaux qui statuait qu'aucun bien, ni d'une personne ni d'une société, ne pouvait être repris pour un usage public sauf par le paiement d'une indemnisation.

Les soupçons du CPI au sujet de l'indéfectible domination britannique se sont révélés exacts pas plus tard que le mois suivant, quand, en avril 1948, une déclaration de la politique industrielle du gouvernement a accepté la participation de capitaux étrangers dans l'industrie. La politique a été formulée plus explicitement plus tard, lorsque le gouvernement a garanti aux investisseurs étrangers qu'aucune restriction ne serait imposée au transfert de bénéfices à l'étranger par les hommes d'affaires étrangers. Résultat : les investissements britanniques privés sont passés de 2 099 millions de roupies en juin 1948 à 3 290 millions de roupies en décembre 1955. [10]

La politique de 1948 du CPI était également influencée par la lecture que faisaient les dirigeants du mouvement communiste international de la situation mondiale durant cette période. La situation mondiale prenait un virage vers une nette polarisation des forces politiques. La guerre froide atteignait son comble. Les USA commençaient à être directement impliqués dans la répression des dissidents communistes en Grèce ; le Plan Marshall avait été annoncé pour contribuer à la relance de l'économie européenne d'après-guerre ; l'Union Soviétique craignait un complot anglo-américain pour l'isoler, alors qu'avec la victoire imminente des communistes chinois à l'est, le camp anglo-américain tentait de consolider sa base dans le Sud-Est asiatique contre la Chine. C'est dans cette conjoncture que les dirigeants du mouvement communiste international ont souligné la nouvelle division des forces mondiales, avec d'une part le camp socialiste et de l'autre le camp impérialiste, et qu'ils ont insisté sur la nécessité des mouvements de libération nationale dans les colonies et semi-colonies.

Les communistes en Birmanie, en Malaisie occidentale, aux Philippines, en Indonésie et dans d'autres pays du Sud-Est asiatique étaient déjà en train de s'organiser, dans l'espoir de reprendre le fil de la guerre de résistance anti-japonaise et de transformer les luttes en mouvements de libération nationale, soit contre les puissances coloniales encore au pouvoir, soit contre les nouveaux gouvernements des pays à qui le pouvoir avait été transmis. À propos, les délégués communistes de différentes régions du monde, en particulier du Sud-Est asiatique, ont examiné le programme de l'insurrection armée en Asie du Sud-Est à Calcutta, où ils s'étaient rendus pour la South-East Asian Youth Conference en mars 1948 - en même temps que le CPI y tenait son second congrès.

Mais en essayant de mettre le programme en application dans les conditions indiennes, les dirigeants du CPI ont négligé certains facteurs. Premièrement, contrairement à la Birmanie et à beaucoup d'autres pays du Sud-Est asiatique où des insurrections armées étaient planifiées, les communistes indiens n'avaient aucun cadre armé ayant une expérience du combat contre les Japonais ou d'autres puissances coloniales étrangères. Deuxièmement, obsédés par l'expérience communiste de l'Europe de l'Ouest, les dirigeants espéraient que des actions implantées dans les villes comme les grèves et les affrontements armés suffiraient pour provoquer une révolution, et ont négligé la construction de bases rurales pour une guerre

prolongée. Troisièmement, l'organisation du CPI n'était pas assez généralisée ni uniformément développée pour coordonner des actions partout en Inde.

La conséquence fut une kyrielle d'actions telles que des affrontements armés avec la police, des cambriolages de banque, la destruction de propriétés du gouvernement dans des villes comme Calcutta, et des cas de mobilisation paysanne contre la police et les propriétaires dans des villages comme Kakdwip et Bara-Kamlapur, et dans les collines de Mymensingh au Bengale. Le gouvernement a tout de suite réagi. Quelques mois après le congrès du CPI à Calcutta, il a effectué des descentes dans les bureaux du parti dans différentes régions. Il a promulgué des projets de loi de sécurité dans plusieurs provinces comme le Bengale occidental, Bombay et Madras, où le parti fut interdit. Plusieurs dirigeants furent capturés. B.T. Ranadive, qui avait été élu secrétaire général du CPI au congrès de Calcutta et qui était encore hors de prison, a envoyé une lettre à ses camarades en août 1948, promettant que dans les six mois, il y aurait une grève générale partout en Inde, suivie par des révoltes paysannes. L'espoir était fondé sur un appel à la grève des chemins de fers dans l'ensemble du pays, laquelle, espéraient les communistes, serait le détonateur de la révolution. Mais le gouvernement était plus rusé. Il s'est débrouillé pour parvenir à un accord avec le dirigeant socialiste de la All-India Railwaymen's Federation, Jaya Prakash Narayan, qui a annulé l'appel à la grève. En conséquence, les cheminots furent divisés. Les communistes ont rejeté l'accord et ont continué la grève qui, toutefois, a tourné au désastre. Un grand nombre de communistes ont été licenciés et mis derrière les barreaux.

Il est intéressant de constater qu'alors que les actions urbaines ne réussissaient pas à soutenir le mouvement, la lutte armée agraire qui avait commencé au Telengana dans l'état d'Hyderabad en 1946 *(Pour une discussion et une description détaillée de la lutte au Telengana avant l'entrée des troupes indiennes en 1948, voir chapitre 1) s'est poursuivie même après le transfert de pouvoir, et tout au long de la période du leadership de P.C. Joshi.

La lutte à l'intérieur du parti à propos du Telengana

Avec l'entrée de l'armée indienne au Telengana en septembre 1948, les dissidents communistes furent confrontés à des questions du genre : la lutte armée devrait-elle être poursuivie comme une guerre de libération contre les troupes ? Qui seraient alors les alliés dans la lutte de libération ? Jusqu'ici, les paysans moyens et les petits capitalistes avaient soutenu la lutte anti-nizâm ; mais maintenant, ils se pourraient qu'ils soutiennent le gouvernement indien, dans l'espoir d'un avenir meilleur dans l'Union indienne.

Sur ces questions, deux opinions vivement opposées se dégagèrent parmi les dirigeants du Communist Party au Telengana, opinions qui devaient très vite diviser toute la direction panindienne en deux camps. Tandis qu'une section était pour le repli de la lutte armée, l'autre voulait qu'elle continue contre l'armée indienne. La seconde opinion était représentée par le secrétariat du parti de l'Andhra, qui considérait que la lutte du Telengana était le commencement de la lutte de libération armée contre le gouvernement des bourgeois et des propriétaires fonciers du parti du Congrès. Un document préparé par le secrétariat de l'Andhra en mai 1948 affirmait :

À bien des égards, notre révolution se distingue de la révolution russe classique, mais est, dans une grande mesure, semblable à la révolution chinoise. La perspective probable n'est pas celle d'une grève générale ou d'un soulèvement armé aboutissant à la libération du camp rural, mais celle d'une résistance acharnée et d'une guerre civile prolongée sous forme de révolution agraire, se terminant par la capture du pouvoir politique par le front démocratique.

[11]

Ainsi, au Telengana en 1948, les tactiques chinoises furent, pour la première fois, formulées comme une alternative aux tactiques russes.

Bien que le congrès du CPI à Calcutta ait prêté son appui à la lutte au Telengana, et que dans son rapport

au congrès, B.T. Ranadive ait dit : « Aujourd'hui, Telengana signifie communistes et communistes signifient Telengana », il a repoussé les tactiques chinoises préconisées par le secrétariat de l'Andhra. Il soutenait qu'il fallait que la révolution démocratique populaire en Inde soit accomplie par l'exécution simultanée de la révolution démocratique et de la construction du socialisme.

L'adoption des tactiques chinoises présupposait une évaluation différente de la corrélation des classes en Inde et envisageait un objectif différent pour l'avenir immédiat. Dans la structure chinoise, le rôle des paysans, particulièrement celui des pauvres et sans terre en alliance avec les paysans moyens, avait plus d'importance que celui du prolétariat urbain. A la différence de la thèse du congrès de Calcutta qui, suivant l'exemple russe, cherchait à entrelacer les phases démocratiques et socialistes de la révolution indienne, la voie chinoise était de constituer une démocratie populaire - étape intermédiaire dans le trajet vers le socialisme - formée par la coalition de plusieurs classes au pouvoir sous la direction du Communist Party. Attaqués par la droite comme par la gauche dans le parti - la première conseillant vivement aux insurgés de renoncer à la lutte et de capituler devant le gouvernement indien, la seconde dénonçant leur plaidoyer en faveur de la ligne chinoise - les insurgés du Telengana ont continué leur lutte armée.

Dans un bilan contemporain de la situation, le CPI(M-L) a maintenu que l'Andhra Provincial Committee « a fait remarquer avec justesse que la révolution indienne ne pouvait remporter la victoire qu'en suivant la voie frayée par la Chine - la voie de la guerre populaire ». Il a reproché à la « clique Ranadive » de s'être opposée à cette ligne et d'avoir adopté la 'théorie trotskiste de l'exécution de la révolution démocratique et de la révolution socialiste ensemble d'un seul coup », et a affirmé que :

cette clique a détourné l'attention des rangs du parti de la révolution agraire - la tâche fondamentale de la révolution démocratique. Le sectarisme a conduit les membres du parti à des actions aventuristes. Bien que la clique Ranadive ait suivi cette politique erronée et suicidaire, les révolutionnaires paysans du Telengana ne se sont pas écartés de la voie de la lutte. Ils ont porté cette lutte vers l'avant en adoptant les tactiques de la guérilla.

[12]

Mais le héroïsme individuel seul n'était pas suffisant pour prolonger une lutte armée contre un ennemi sans pitié et calculateur. Une perspective politique à long terme était nécessaire au Telengana, dont le développement a souffert à cause de l'ambivalence parmi les dirigeants. La tâche d'élever une lutte anti-nizâm fondée sur une alliance de la paysannerie pauvre, sans terre, moyenne et d'une section de la paysannerie riche en une guerre de libération visant à renverser le gouvernement du Congrès exigeait une dépendance envers les paysans pauvres et les paysans sans terre qui seuls étaient déterminés à détruire une fois pour toutes le système féodal et l'appareil étatique qui le maintenait et le protégeait. Mais apparemment, durant la phase initiale du mouvement anti-Nizâm, la possibilité ou la nécessité de transformer la lutte en une guerre de libération au cours d'une phase ultérieure n'était pas au premier plan dans la stratégie de ces mêmes dirigeants qui ont plus tard préconisé la voie chinoise. Le soutien de ces derniers à la ligne chinoise en 1948 ressemblait plus à une réaction impromptue à l'intervention militaire indienne de grande envergure qu'à un aspect prémédité et bien planifié de la tactique. Les nouvelles de la victoire proche des communistes chinois et des mouvements de guérilla en Asie du Sud-Est les ont également sans doute inspirés.

Les concessions du gouvernement du Congrès après « l'action policière » de septembre 1948 faites aux moyens et aux riches paysans les ont détourné de la lutte armée et ont aussi influencé les dirigeants communistes, qui venaient essentiellement de ces classes. P. Sundarayya comme Ravi Narayan Reddy - participants et dirigeants de la lutte au Telengana, actuellement rangés dans des camps opposés - ont reconnu plus tard [13] que les paysans pauvres et les paysans sans terre étaient restés avec le parti, décidés à poursuivre la lutte armée, alors que les riches étaient passés au gouvernement et que les paysans moyens hésitaient. Mais les dirigeants communistes ont renoncé à la lutte en 1951, laissant en plan les sections pauvres de la population rurale. La division entre les dirigeants panindiens du CPI les a également empêché d'organiser des actions de solidarité ailleurs et de renforcer le moral des insurgés du Telengana.

Pendant ce temps, au Telengana même, l'armée indienne intensifiait son opération. Les faiblesses militaires des insurgés sont alors devenues apparentes. En raison d'un manque, dès le début, de préparatifs pour une stratégie à long terme, et aussi peut-être d'une sous-estimation de la force de l'ennemi, les tâches de formation et d'équipement des guérilleros étaient souvent négligées. Voici comment P. Sundarayya décrit la situation.

Le manque élémentaire de tactiques militaires pour préparer les attaques ou la retraite était si flagrant que nous n'avons pas réussi à coordonner les petites actions des brigades de guérilleros contre l'ennemi. Des actions rangées d'une heure contre l'ennemi et ses camps avec de grandes quantités de masses enthousiastes mais désorganisées avaient lieu. Cependant, nous subissions des pertes considérables ou étions obligés de battre en retraite face à la défense résolue de l'ennemi et d'être en fuite permanente devant les raids militaires. Nous n'avons pas pu unir et développer les petites actions de guérilla de harcèlement de l'ennemi en des opérations d'une envergure suffisamment grande pour chasser l'ennemi de ses postes dispersés et l'expulser de régions de plus en plus grandes.

[14]

Entravé par les limites étroites de la « zone libérée » dans les plaines et en l'absence d'une quelconque expansion de la zone, les insurgés ne pouvaient survivre là pour très longtemps. La lutte armée a battu en retraite dans les forêts au bord du fleuve Godavari et dans les forêts de Karimnagar et de Nalgonda sur les deux rives du fleuve Krishna. Les sans terre de la région forestière du Godavari, principalement issus de la communauté tribale Koya, ont offert leur aide aux insurgés et beaucoup ont rejoint les guérilleros. Ils l'ont payé chèrement quand l'armée indienne, adoptant le célèbre plan Briggs, a réduit les hameaux tribaux en cendre et a fait entrer les Koyas en troupeau dans des camps de concentration. Mais malgré de pareilles répressions, la lutte armée a continué, marquée par des raids de guérilleros sur des camps militaires, des attaques contre les propriétaires et la capture et la répartition de la terre et des céréales. Même les anti-communistes les plus acerbes ont dû admettre que les masses étaient derrière les communistes et que les troupes indiennes avaient du mal à les réprimer. [15]

Dans l'intervalle, la direction communiste internationale avait sorti une critique de la ligne politique du comité central du CPI adoptée au congrès de Calcutta en 1948, attaquant vivement les thèses de B.T. Ranadive. Celle-ci a été publiée dans l'organe officiel du Cominform - *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire* - daté du 17 janvier 1950. Il y était affirmé que la « voie suivie par le peuple chinois ... est la voie qui devrait être suivie par le peuple de nombreux pays coloniaux et dépendants dans leur lutte pour l'indépendance nationale et la démocratie populaire ».

Ceci fut suivi par un remaniement du haut commandement du CPI. Le Politburo fut réorganisé avec un nouveau secrétaire général - C. Rajeswara Rao - lequel était un des partisans de la ligne chinoise au Telengana. Mais les droitistes au CPI, dirigés par S.A. Dange - qui s'était opposé non seulement aux actions implantées dans les villes de Ranadive, mais aussi à la tactique chinoise du secrétariat de l'Andhra - ont continué à faire opposition au nouveau Politburo. Finalement, il a fallu demander conseil au parti communiste soviétique et une délégation de communistes indiens se composant d'éléments de droite comme d'éléments pro-chinois s'est adressée à Staline lui-même. Une nouvelle thèse s'est dégagée de la discussion à Moscou, thèse qui a influencé la déclaration politique et le programme du CPI qui ont été esquissés en 1951. [16]

La thèse de 1951

Le nouveau programme et la déclaration de politique adoptés par le CPI en 1951 ont jeté une lumière nouvelle sur les deux principaux points de controverse ; premièrement, le caractère de classe des dirigeants indiens, et deuxièmement, la voie éventuelle de la révolution indienne impliquant le stade de la révolution et le choix des alliés.

En ce qui concerne le premier point, la déclaration de politique soutenait que le gouvernement de Nehru

était principalement au service « des intérêts des propriétaires féodaux et des gros monopoles financiers, et derrière tous ceux-ci, de l'intérêt tout particulier de l'impérialisme britannique ». Ici, il n'y avait aucune entorse fondamentale à l'évaluation faite dans la thèse politique de 1948 du congrès de Calcutta. Mais la perspective d'une progression immédiate vers la révolution socialiste par l'entrelacement des tâches de la révolution démocratique et de la révolution socialiste était abandonnée. Au lieu de cela, le programme de 1951 envisageait la création d'une « démocratie populaire créée sur base d'une coalition de toutes les forces démocratiques anti-féodales et anti-impérialistes du pays ».

Quant à la tactique, la déclaration de politique de 1951 du CPI disait :

Un grand nombre de personnes pensent que ce gouvernement peut être remplacé par un gouvernement démocratique populaire en utilisant le parlement proclamé par la nouvelle Constitution... Même un libéral, sans parler du Communist Party et des autres démocrates et révolutionnaires, aurait maintenant honte de maintenir que ce gouvernement et les classes qui l'ont maintenu au pouvoir nous permettront jamais de mettre en oeuvre une transformation démocratique fondamentale dans le pays rien que par des méthodes parlementaires. Par conséquent, la voie qui nous mènera à la liberté et à la paix, à la terre et au pain, comme décrite dans le programme de notre parti, doit être trouvée ailleurs.

Plus loin, la déclaration affirmait :

Toute action des masses pour la défense de leur intérêt à parvenir à la libération est sacro-sainte. [Mais pour se désolidariser de la tactique préconisée par l'ancien secrétaire général Ranadive, elle a tout de suite ajouté :] Mais il y a une action que l'histoire n'approuve pas et c'est le terrorisme individuel. Le terrorisme individuel est dirigé contre les individus d'une classe ou d'un système et est mis en oeuvre par des personnes ou des groupes et des brigades.

D'après leurs discussions avec les dirigeants communistes soviétiques, les communistes indiens pensaient que le cours de la future révolution en Inde ne suivrait, ni uniquement la voie russe, ni la voie chinoise. Alors que l'existence d'une classe ouvrière syndiquée plus nombreuse que ce que la Chine ne l'avait rendait l'Inde propice à certaines des tactiques utilisées par les bolcheviks russes avant la révolution de 1917, la supériorité numérique des paysans pauvres et des paysans sans terre en Inde rapprochait là encore le pays de l'exemple chinois. Mais en Chine, même au début en 1927, le Chinese Communist Party avait une armée de 30 000 hommes. En outre, un bon système unifié de communications faisait défaut en Chine, ce qui a aidé les dissidents communistes à échapper à une attaque en règle des autorités centrales contre eux. Enfin et surtout, les communistes chinois avaient une base amie unique sous la forme de l'Union Soviétique.

Dans une situation pareille, quelle tactique le CPI devait-il suivre ? Celle-ci était expliquée bien clairement en détail dans un document secret connu dans les cercles du parti comme la ligne tactique de 1951, qui n'a cependant jamais été diffusé parmi les rangs du parti. Le document déclarait que les objectifs énoncés dans le programme du parti, à savoir la « liquidation totale du féodalisme, la répartition de toute la terre occupée par les propriétaires féodaux entre les paysans et les travailleurs agricoles, et l'accomplissement de la pleine indépendance nationale et de la pleine liberté », ne pourraient pas être réalisés de manière pacifique, mais étaient possibles « grâce à une révolution armée du peuple ». Se référant à la nécessité d'une lutte de guérilla dans la campagne, il disait que :

la guerre de partisans doit être une des armes majeures de notre arsenal... Elle doit être combinée avec d'autres armes majeures - celles de la grève et de la révolte dans les villes dirigées par le détachement armé de la classe ouvrière... Il est absolument indispensable de combiner deux facteurs

fondamentaux - la guerre de partisans des paysans et le soulèvement des ouvriers dans les villes. [Ajoutant que l'] attaque de l'ennemi contre les forces partisans, contre les zones libérées devra être entravée et paralysée par des actions de grève massive.

Mais la déclaration de politique de 1951 reflétait un difficile compromis entre les droitistes et les gauchistes dans le CPI. Au cours des années qui ont suivi 1951, les droitistes ont fini par prendre le dessus, et la politique du CPI a de plus en plus tendu vers la voie pacifique du parlementarisme. Accusant le haut commandement du CPI de « détourner les révolutionnaires indiens du droit chemin chaque fois qu'ils étaient sur le point de suivre la bonne voie », Charu Mazumdar a dit plus tard que « aucune évaluation du rôle de la paysannerie dans la révolution démocratique n'a été faite. Par conséquent, les rangs du parti étaient tantôt dirigés vers le réformisme de droite tantôt vers le sectarisme de gauche et finalement entraînés dans le borbier du parlementarisme et du révisionnisme ». [26]

Changements après 1951

Plusieurs facteurs ont contribué à l'abandon définitif de la ligne tactique de 1951. Les premières élections générales se sont tenues en 1952. Bien que le Congrès ait gagné, les résultats ont indiqué qu'il avait perdu une influence considérable durant ses quatre années au pouvoir. Les communistes ont progressé considérablement dans des états comme l'Andhra. La possibilité de battre le Congrès aux élections et de former un gouvernement alternatif de différents partis de l'opposition a commencé à fasciner les communistes.

Dans sa politique étrangère, le gouvernement indien modifiait aussi sa position pro anglo-américaine antérieure et évoluait vers une position de neutralité. L'émergence de la Chine en tant que puissance socialiste et son importance grandissante en Asie changeait l'équilibre des forces dans le monde. Le dégel dans la guerre froide a également fourni au gouvernement indien l'occasion d'accepter les avances amicales de l'Union Soviétique - un prélude au commencement de l'aide soviétique qui a souvent aidé l'Inde à négocier avec le camp anglo-américain et à créer une fausse image de non-alignement. Le CPI a réagi à ceci à son congrès à Madurai en 1953 en se réjouissant « du rôle joué par le gouvernement indien dans un certain nombre d'importantes questions internationales récemment, un rôle apprécié par les masses et les états pacifiques ».

En 1956, lorsque le CPI s'est réuni pour son quatrième congrès à Palghat, plusieurs changements avaient eu lieu dans la politique étrangère de l'Inde. La décision américaine d'apporter une assistance militaire au Pakistan en février 1954 avait rendue les relations entre l'Inde et les USA quelque peu tendues. D'autre part, le premier ministre communiste chinois, Zhou Enlai, a fait un séjour en Inde en juin de cette année-là et a signé un accord avec Nehru confirmant les « cinq principes » d'amitié et de non-intervention dans les affaires internes l'un de l'autre. En novembre 1955, les dirigeants soviétiques Nikita Khrouchtchev et Nikolai Bulganin ont visité l'Inde en tant qu'invités du premier ministre Nehru. Le drapeau tricolore indien a flotté en compagnie du drapeau rouge soviétique représentant la faucille et le marteau au sommet des bâtiments gouvernementaux durant leur séjour. Pour beaucoup de communistes indiens à l'époque, c'était comme si le communisme avait gagné la bourgeoisie indienne à sa cause. Le secrétaire général du CPI, Ajoy Ghosh, a dit :

...aujourd'hui apparaît la possibilité, même pour un pays ayant une économie arriérée et dépendante, de faire valoir sa souveraineté et de se comporter comme un pays libre, en raison de l'affaiblissement de l'impérialisme, de l'existence d'un monde socialiste puissant, d'un marché socialiste mondial parallèle ... de telles choses étaient inconcevables dans le passé, mais elles se produisent aujourd'hui.

Dans une euphorie pareille, l'idée de renverser le gouvernement de Nehru, ami de la Russie soviétique, par une révolution armée, comme prévu dans la ligne tactique de 1951, était naturellement jugée « inconcevable » par les communistes indiens. Mais la classe dirigeante indienne était bien trop fourbe pour les communistes indiens. Le gouvernement de Nehru s'était rendu compte dès les années cinquante que la menace communiste pourrait venir de l'intérieur de la société indienne plutôt que d'une agression militaire soviétique ou chinoise. Il pouvait donc, sans contrainte, se lier d'amitié avec les puissances socialistes et néanmoins, à nouveau facilement, réprimer impitoyablement tout mouvement militaire communiste à l'intérieur du pays. Le neutralisme indien était une forme de double alignement avec les USA et l'URSS. On disait aux premiers que l'Inde avait besoin de l'aide américaine pour se protéger du communisme et aux seconds que l'aide soviétique à elle seule empêchait l'Inde d'entrer dans le camp des impérialistes. C'était le manège d'une vierge faussement timide laissant chaque prétendant renchérir sur l'autre.

Par conséquent, en dépit d'accès de mauvaise humeur envers les USA, l'Inde est fondamentalement restée dépendante de l'aide américaine. Dans une lettre datée du 24 février 1954 écrite pour apaiser le ressentiment de l'Inde provoqué par l'assistance militaire américaine au Pakistan, le président Eisenhower a assuré Nehru de « la continuation de l'aide économique et technique » et a ajouté : « Si votre gouvernement décide que les circonstances exigent une aide militaire d'un type envisagé par notre législation de sécurité mutuelle, soyez assuré que votre demande recevrait ma considération la plus bienveillante ».

En fait, en mai 1955, l'administration des Etats-Unis a recommandé que soit fournie une aide de 85 millions de dollars à l'Inde durant l'année fiscale suivante. Justifiant le bien-fondé d'une aide accrue à l'Inde et à d'autres pays en Asie, le président Eisenhower a dit au Congrès des États-Unis le 25 août 1955 : « Il faut comprendre que la proximité de la Chine communiste présente un défi économique aussi bien qu'une menace militaire et politique pour les gouvernements indépendants d'Asie. C'est le défi de la concurrence envers des objectifs économiques précis dans la région ». Lorsque Ajoy Ghosh exaltait l'aptitude de l'Inde à « faire valoir sa souveraineté et à se comporter comme un pays libre », les préparatifs étaient en cours à Washington et à New Delhi pour le premier accord sur les livraisons des excédents agricoles américains à l'Inde en vertu du PL 480 - un accord qui obligeait l'Inde à financer indirectement le secteur privé indien et les entreprises américaines opérant en Inde, en échange de céréales et légumineuses. *(Le premier accord sur les livraisons alimentaires en vertu du PL 480 voté par le Congrès des États-Unis en 1954 fut signé en août 1956. Selon cet accord, l'Inde devait payer la nourriture à l'Amérique en roupies. Une partie du paiement ainsi reçu était prêté par les USA au gouvernement indien avec la stipulation que 260 millions de roupies de celui-ci soient donnés aux entreprises privées en tant que prêts. Un an plus tard, le Congrès des États-Unis a adopté un amendement à la loi soumis par le sénateur Coolidge. Il autorisait le gouvernement des Etats-Unis à attribuer, en tant que prêts aux entreprises américaines opérant en Inde et aux entreprises privées indiennes vendant des produits américains, 25% du montant des recettes en monnaie locale de la vente du blé américain.) En fait, la résistance de Nehru aux USA n'est jamais allée au-delà d'inefficaces lettres de protestation et de résolutions inoffensives. Comme le ministre des Affaires Étrangères américain de l'époque, J.F. Dulles l'a dit à une conférence de presse à Washington le 28 février 1956, il n'y avait que des « contrariétés superficielles » entre l'Inde et les USA. Derrière la façade de moments de ressentiment de ce genre, les USA étaient autorisés à dominer les sphères vitales de l'économie indienne par l'intermédiaire de l'aide et des investissements. En conséquence, entre 1951 et 1954, l'aide américaine a représenté trois-quart de toute l'aide étrangère reçue par l'Inde. [18] En 1955, l'Inde était liée aux USA et à d'autres organisations internationales dominées par les Américains comme la Banque mondiale, par une dette impayée de 1 185 millions de roupies. [19] En même temps, les investissements privés américains de l'économie indienne étaient passés de 179,6 millions de roupies en 1948 à 474,9 millions de roupies en 1955. [20] Malgré toutes ces évolutions, le CPI a jugé bon de dénicher les signes d'une politique indépendante dans les relations extérieures de l'Inde. Au congrès de Palghat en 1956, le rapport du parti mentionnait qu' « en dépit des indécisions et des incohérences qui persistent encore dans une certaine mesure, c'est [la politique étrangère de l'Inde] essentiellement une politique indépendante ».

Dans l'intervalle, une approbation du parlementarisme et des moyens non violents pour changer un gouvernement bourgeois était parvenue du Communist Party of the Soviet Union (CPSU). Au 20ème congrès du CPSU en février 1956, Khrouchtchev a annoncé que les formes de transition au socialisme ne

devaient pas être associées à la guerre civile, et que les communistes pourraient accéder au pouvoir grâce à une majorité parlementaire. Il était évident que le CPSU avait bien bourlingué depuis l'époque de 1948-1949, quand le monde était divisé en deux camps mutuellement hostiles et que la bourgeoisie toute entière devait être traitée comme un ennemi. Les nations d'Afrique et d'Asie fraîchement indépendantes pouvaient maintenant être achetées par l'aide économique, et par conséquent, être traitées comme un troisième camp d'amis « non-alignés ».

Le CPI était psychologiquement prêt à répondre de bon coeur à la nouvelle politique recommandée par Moscou. Le secrétaire général du parti, Ajoy Gosh, a dit à une conférence de presse à New Delhi le 24 août 1956 que le CPI, en alliance avec d'autres forces socialistes et démocratiques, fera « de son mieux » pour accomplir une transformation socialiste en Inde par « des moyens pacifiques ». En fait, à ce moment-là, cela faisait un certain temps que le CPI avait tendance à également adoucir son opposition au gouvernement à l'intérieur du pays. Ainsi, P. Ramamurthi, le rédacteur en chef d'alors de *New Age*, l'hebdomadaire du CPI, est allé jusqu'au point de promouvoir le slogan d'une « plateforme nationale pour la paix et la liberté » pour soutenir le premier ministre Nehru. « Plus Nehru prend une position franche contre les impérialistes et aux côtés des forces de la paix ... plus enthousiaste sera le soutien des masses ». [21]

Bien qu'un autre dirigeant du parti, E.M.S. Namboodiripad, ait été prompt à condamner officiellement cette approche, [22] à peu près au même moment mais à une autre occasion, le même Namboodiripad trahissait de semblables sentiments collaborationnistes de classe. Il s'agissait de la 12e session du All India Kisan Sabha dominé par le CPI à Moga, entre le 13 et le 19 septembre 1954 - la même semaine au cours de laquelle il a condamné les opinions de Ramamurthi. Comme indiqué dans le chapitre 1, les tergiversations du gouvernement sur la fixation d'un plafond pour les avoirs fonciers profitaient aux paysans riches. Expliquant une résolution sur le plafond amenée devant la conférence, Namboodiripad a affirmé :

... quant au paysan riche, nous prenons dans cette résolution les précautions adéquates pour que ses intérêts ne soient pas affectés. Il y a, bien sûr, quelques contradictions dans la manière par laquelle nous formulons les exigences se rapportant aux plafonds. C'est cependant une contradiction qui ne peut être surmontée que si nous tenons compte de la nécessité de, simultanément, soulever la masse de paysans pauvres et de travailleurs agricoles et de garder les paysans riches dans le mouvement.

[23]

Il n'a pas expliqué les détails de la manière par laquelle les exigences des pauvres paysans et des travailleurs agricoles pouvaient être conciliées avec la protection procurée par son parti aux paysans riches qui possédaient de grandes parcelles de terre.

Il est ainsi clair qu'une position molle et flasque à l'égard des conflits de classe s'était répandue parmi les dirigeants du CPI au milieu des années 1950. Un document contemporain du CPI(M) fait référence à « la stagnation du mouvement paysan du masse » dans les années 1950.

Quelque soit le mouvement kisan organisé et dirigé, il était principalement axé sur le secteur des paysans moyens et nantis, au lieu d'être axé sur les quantités grandissantes de sections de pauvres et de main-d'oeuvre agricole. Les relatives nouvelles occasions de bien-être qui s'offraient aux sections des paysans moyens et riches ont, de manière non négligeable, influencé le Communist Party dans les régions rurales, et en particulier, une bonne partie des cadres originaires de la paysannerie riche et moyenne occupant des positions importantes dans les comités de parti ruraux.

[24]

Mais l'attitude conciliante envers le parti au pouvoir ou l'aristocratie terrienne qui le soutenait n'était justifiée ni par la situation économique dans le pays ni par les politiques intérieures du parti au pouvoir. Il a déjà été expliqué dans les deux chapitres précédents comment les politiques du gouvernement ont provoqué une dégradation du niveau de vie du gros de la population rurale et du prolétariat industriel. Pourtant, au congrès du CPI à Palghat en 1956, le parti a pris un net virage vers la droite quand il a exprimé dans son rapport ;

La lutte pour fonder le front démocratique implique une politique simultanée d'unité et de lutte contre la bourgeoisie... Il ne doit pas être admis que le front démocratique soit un front anti-Congrès... Bien qu'étant le parti politique de la bourgeoisie qui ait pris de nombreux propriétaires fonciers sous son giron, le Congrès a un très grand nombre d'éléments démocratiques parmi ses membres. Il a une tradition anti-impérialiste et démocratique.

Bien que les résolutions du congrès de Palghat indiquaient, à bien des égards, la victoire des droitistes à l'intérieur du parti et mettaient en place une politique de collaboration avec le parti du Congrès, les gauchistes ont lutté pour faire comprendre leurs opinions. Ainsi, P. Sundarayya, Basavapunniah et Hanumantha Rao - tous de l'Andhra et qui devaient plus tard se séparer du CPI et former le CPI(M) - ont soumis une note au congrès de Palghat réaffirmant que l'Inde demeurait « semi-coloniale et dépendante » et que le gouvernement « collaborait avec l'impérialisme britannique ». Leur note a toutefois été rejetée. La bagarre entre les droitistes, partisans d'une alliance avec le Congrès sous la forme d'un National Front, et les gauchistes maintenant la nécessité d'un front démocratique anti-Congrès, s'est poursuivie tout au long de la fin des années 1950 et du début des années 1960, et est arrivée à un point critique durant la guerre sino-indienne de 1962. Le schisme dans le mouvement communiste international a augmenté la confusion parmi les communistes indiens, qui se brouillaient déjà entre eux dans l'évaluation des politiques intérieures du gouvernement. Alors que les gauchistes dans le parti estimaient que les mesures économiques du gouvernement comme la nationalisation ou l'accroissement de l'industrie lourde avaient été conçues pour servir les intérêts du monopole des grands bourgeois, les droitistes considéraient que ces mesures renforçaient la croissance économique indépendante du pays, et que par conséquent, la « section progressiste » de la classe dirigeante, qui était responsable de ces mesures, devait être soutenue.

La scission officielle s'est produite en 1964, avec la tenue d'un congrès du parti à Calcutta par les gauchistes et d'un congrès parallèle à Bombay par les droitistes. Les premiers se sont organisés en un parti distinct, que l'on a fini par appeler CPI(Marxist) tandis que les seconds ont conservé l'ancien nom, CPI.

Le CPI(M)

Le programme du CPI(M) adopté au congrès de Calcutta décrivait l'Etat indien comme « l'organe de la domination de classe de la bourgeoisie et des propriétaires, dirigé par la grande bourgeoisie, qui collabore de plus en plus avec les capitaux financiers étrangers et est en quête de la voie de développement capitaliste ». Le CPI, d'autre part, considérait que l'Etat était un organe de la domination de classe de la « bourgeoisie nationale dans son ensemble, qui donne son soutien et développe le capitalisme et les rapports capitalistes de production, de distribution et d'échange dans l'économie nationale de l'Inde ». De plus, il énonçait que la « bourgeoisie nationale compose avec les propriétaires fonciers, les laisse entrer dans la composition du gouvernement et des ministères, surtout aux niveaux de l'Etat, ce qui leur permet d'entraver l'adoption et la mise en oeuvre des lois et des mesures de réforme agraire... »

Le CPI(M) envisageait l'instauration d'une « démocratie populaire fondée sur la coalition de toutes les forces anti-féodales et anti-impérialistes authentiques dirigées par la classe ouvrière ». Le CPI suggérait une révolution démocratique nationale qui lancerait une

phase de développement non-capitaliste [par l'intermédiaire d'un État où] le pouvoir sera conjointement exercé par toutes ces classes qui s'intéressent à la suppression des intérêts impérialistes, au délogement des éléments semi-féodaux et à la rupture du pouvoir des monopoles. Dans cette alliance de classe, la direction exclusive de la classe ouvrière n'est pas encore établie, malgré que la direction exclusive de la bourgeoisie n'existe plus.

Quant à la tactique à adopter pour leurs objectifs respectifs, le CPI s'engageait à n'utiliser que des « moyens pacifiques », mais prévenait que « les classes dirigeantes ne renonceront pas à leur pouvoir volontairement... Il est donc nécessaire pour les forces révolutionnaires de s'orienter, elles et leur travail, afin de pouvoir faire face à tous les événements imprévus, à tous les changements d'orientation dans la vie politique du pays ». Il est significatif que le CPI(M) ait aussi répercuté la même ligne tactique, en disant dans son programme qu'il ferait son possible pour atteindre ses objectifs par les « moyens pacifiques ». Il a reproduit presque mot à mot l'avertissement du CPI au sujet de la répugnance des classes dirigeantes à renoncer volontairement à leur pouvoir et du besoin des forces révolutionnaires d'orienter leur travail, « afin qu'elles puissent faire face à tous les événements imprévus, à tous les changements d'orientation dans la vie politique du pays ». La dilution de la ligne tactique de 1951 du parti uni était assez évidente dans le programme du CPI(M), malgré l'attitude militante de ce dernier. En fait, son incapacité évidente à préparer ses rangs à « faire face à tous les événements imprévus » durant l'attaque du parti au pouvoir à son encontre au Bengale occidental en 1971-1972, a montré l'engagement complet du CPI(M) dans la voie du parlementarisme.

Même au moment du congrès du CPI(M) en 1964, les dirigeants du parti ont dissuadé les tendances militantes d'un retour à la thèse de 1951. Ainsi, le congrès du parti de l'état de l'Andhra Pradesh a adopté, à la veille du congrès de Calcutta de 1964, un amendement à l'avant-projet de programme du parti qui déclarait que la politique étrangère du gouvernement indien était une fausse politique de non-alignement, que sa politique étrangère était soumise à celle de l'impérialisme américain. Mais il a été rejeté au congrès de Calcutta. Un autre amendement au programme du parti exigeant le droit à l'autodétermination pour les nationalités fut proposé au congrès de Calcutta. Mais la direction centrale du CPI(M) a réussi à persuader le congrès de reporter l'acceptation du sujet. De semblables amendements de nature radicale furent également proposés par certains délégués du Bengale occidental, mais ont été rejetés. On soupçonnait ces délégués d'avoir insisté sur la nécessité de qualifier l'État indien de « néo-colonial » et d'adopter un programme de lutte armée. Parmi eux, il y avait Sushital Roy Chowdhury, qui allait plus tard devenir un des théoriciens du CPI(M-L).

Ainsi, le CPI(M) a débuté son parcours avec, dans ses rangs, les radicaux réprimés. Les promesses des dirigeants d'en faire un parti révolutionnaire, différent du CPI « révisionniste », ont maintenu le calme dans les rangs pendant quelques temps. Mais après les élections de 1967, la participation du parti dans les gouvernements United Front du Kerala et du Bengale occidental a commencé à engendrer des soupçons parmi ceux qui croyaient sincèrement au CPI(M) à la tête d'une révolution. Plus tard, certains d'entre eux, devaient se souvenir de leurs espoirs avec regret :

Notre parti était né dans la lutte idéologique contre les politiques révisionnistes du groupe de Dange. Nous pensons qu'il travaillerait sur base du marxisme-léninisme. Le congrès de Calcutta a déclaré que son but était l'instauration d'un État démocratique populaire par la lutte armée.

[25]

En outre, l'attitude à l'égard de la Chine était une des questions importantes qui divisait les communistes indiens. En 1962, les gauchistes dans le CPI étaient connus pour être pro-maoïstes. Mais quand le CPI(M) fut formé en 1964, la nouvelle direction du parti s'est abstenue d'expliquer clairement ses opinions exactes sur la Chine, ou sur le conflit idéologique sino-soviétique à propos de questions telles que l'éventualité d'une Troisième Guerre mondiale, le rôle des pays non-alignés, l'avenir des mouvements de libération nationale, et des formes de transitions violentes ou non violentes vers le socialisme.

Les différentes cellules du CPI(M) dans les états étaient livrées à elles-mêmes pour formuler leurs positions respectives sur ces questions idéologiques. Comme le CPI(M) l'a reconnu plus tard :

... Depuis notre convention de juillet 1964 à Tenali, où notre avant-projet de programme fut avalisé dans les grandes lignes, pendant trois bonnes années, jusqu'en août 1967, la position officielle de notre comité central sur ces questions idéologiques en débat dans le mouvement communiste mondial ... était uniquement entretenue sur base des contributions faites par le Chinese Communist Party et par leur reproduction dans nos journaux et nos brochures en différentes langues. Le travail n'a été poursuivi dans aucune autre cellule étatique du parti avec la même ferveur, persévérance et confiance que dans la cellule de l'Andhra au cours des trois dernières années ou plus, sauf probablement dans celle du Bengale occidental.

[26]

Mais le désaccord dans le CPI(M) n'était pas seulement limité au Bengale occidental et à l'Andhra, il était latent dans les cellules d'autres états et allait apparaître au grand jour au premier programme alternatif mis à disposition.

Les théories de Charu Mazumdar

Dès le début des années 1960, depuis sa ville natale de Siliguri, Charu Mazumdar a tenté de donner une expression théorique cohérente à ces opinions dissidentes. En 1965, un plan d'action alternatif concret avait presque pris forme, et ses partisans étaient déjà dans les villages du Bengale Nord, propageant ses opinions et organisant les luttes parmi la paysannerie pauvre et sans terre.

Ses opinions au cours de cette période sont consignées dans huit articles importants, écrits par lui entre 1965 et 1967, certains d'entre eux ayant été écrits en prison. Plus tard, le CPI(M-L) les a publiés sous la forme d'une brochure intitulée *The Historic Anti-Revisionist Eight Documents Written by Our Respected Leader Immortal Martyr Comrade Charu Mazumdar*. On peut également trouver une idée de ses opinions au stade rudimentaire dans une brochure bengalie *Naxalbari Shiksha* (Lessons of Naxalbari) publié par le North-Bihar Border Regional Committee du CPI(M-L), qui outre la description du contexte du soulèvement de Naxalbari, contient un dossier d'entretiens et d'exposés de Charu Mazumdar.

D'après une de ces études, il apparaît que même avant la formation du CPI(M), aux alentours de 1963, lorsque les éléments mécontents au sein du CPI uni étaient occupés par les disputes théoriques contre Dange, Charu Mazumdar avait fait mouche en disant à ses partisans au Bengale Nord : « Le véritable combat contre le révisionnisme ne pourra jamais être déclenché à moins que les paysans ne le mettent en marche grâce à une pratique révolutionnaire ». Il insistait sur le besoin d'apporter la politique chez les paysans et « de prendre en main la construction d'un parti révolutionnaire ». [27] L'idée de sortir du parti existant et d'en former un nouveau était déjà là sous une forme embryonnaire. La reconnaissance de la paysannerie en tant que force motrice était également présente dans ses réflexions. Après la naissance du CPI(M), Charu Mazumdar a constamment poussé ses partisans à se battre contre les « tendances révisionnistes » dans le comportement des dirigeants du parti. Quelles étaient ces tendances révisionnistes ? Selon lui, la première manifestation de révisionnisme était de considérer le travail par l'intermédiaire des associations de paysans et des syndicats pour l'accomplissement de certaines exigences économiques comme le seul travail du parti, oubliant le principal but politique qui est celui de la « prise du pouvoir ».[2]

Quelques mots de clarification sur l'attitude de Charu Mazumdar envers les syndicats, les associations de paysans et les mouvements légaux et publics durant cette période ne seraient pas déplacés, étant donné que celle-ci est plus tard devenue une pomme de discorde entre les dirigeants du CPI(M-L).

Tout au long des huit documents, affirmant la nécessité de constituer des organisations clandestines et de collecter des armes pour résister à la « violence contre-révolutionnaire » de la classe dirigeante et réaffirmant que « les mouvements syndicaux ou d'association paysanne (kisan sabha) ne pourraient jamais

être la principale force auxiliaire au stade actuel de la période révolutionnaire », Charu Mazumdar affirmait en même temps :

Il ne serait pas correct de tirer de cette conclusion que les syndicats ou les associations paysannes sont devenus démodés. Car les syndicats et les kisan sabhas sont essentiellement des organisations destinées à accroître l'unité entre les militants marxistes-léninistes, la classe ouvrière et les masses paysannes. Cette unité ne sera consolidée que quand les militants marxistes-léninistes avanceront dans le travail de construction d'un parti révolutionnaire parmi la classe ouvrière et les masses paysannes en leur donnant les tactiques d'un mouvement de résistance révolutionnaire.[7].

Il fut plus précis quand il a examiné le rôle des associations paysannes ou des mouvements de masse dans les régions rurales. Il a rappelé aux militants du parti :

... aucun mouvement fondé sur les exigences fondamentales de la paysannerie ne suivra jamais une voie pacifique... Pour mettre en place le leadership des paysans pauvres et des paysans sans terre, il faut dire en termes clairs à la paysannerie que ses problèmes fondamentaux ne pourront jamais être résolus à l'aide d'aucune loi de ce gouvernement réactionnaire.

Mais il s'est empressé d'ajouter :

Ceci ne veut pas dire que nous ne devons profiter d'aucun mouvement légal. Le travail des associations paysannes légales sera principalement d'organiser des mouvements pour l'acquisition d'avantages légaux et pour des changements légaux. [Mais la tâche principale des militants du parti parmi les paysans devrait être de] constituer des groupes du parti et d'expliquer le programme de la révolution agraire et la stratégie de la prise de pouvoir en ce qui concerne la région.[4]

Une explication supplémentaire sur cet aspect se trouve dans le huitième document où Charu Mazumdar a traité de la question précise soulevée par un grand nombre de personnes à ce moment-là : « En ce moment, n'y a-t-il pas besoin que les paysans organisent des mouvements de masse sur base des exigences partielles ? » Sa réponse était : « La nécessité est assurément là, et restera également là à l'avenir ». En expliquant la raison, il a ajouté :

L'Inde est un vaste pays, et les paysans aussi sont divisés en diverses classes. Donc la conscience politique ne peut pas rester au même niveau dans toutes les régions et parmi toutes les classes. La perspective et la possibilité d'un mouvement de masse des paysans sur la base d'exigences partielles seront, par conséquent, toujours là et les communistes doivent profiter pleinement de cette occasion à tous moments.

Pour démarquer la méthode révolutionnaire d'une organisation de tels mouvements de masse de la méthode révisionniste, il a posé la question : « Selon quelle tactique devons-nous diriger ces mouvements basés sur des revendications partielles, et quel seront leur but ? » Il a alors dit :

L'objet principal de notre tactique sera de voir si il y a une mobilisation des plus larges sections de la paysannerie ; et notre but principal sera de voir si la conscience de classe des paysans a augmenté - si ils ont avancé dans la direction d'une lutte armée généralisée.

Soulignant de nouveau que « les mouvements basés sur des revendications économiques ne sont jamais mauvais », il a mis en garde : « diriger ces mouvements à la manière de l'économisme est un crime ». « C'est également un crime », a-t-il ajouté, « de dire que les mouvements basés sur des revendications économiques prendront automatiquement tout seuls la forme de luttes politiques, parce que c'est rendre un culte à la spontanéité ». Ensuite, il a réaffirmé le rôle conscient d'un parti révolutionnaire dans la transformation de tels mouvements en luttes politiques : « Il n'y a qu'une tâche par étape de la lutte. À moins que celle-ci ne soit terminée, la lutte ne peut pas parvenir à un stade supérieur. Aujourd'hui, cette tâche précise est la politique de la lutte armée et la campagne pour la collecte de fusils ».[8]

En ce qui concerne le terme « prise du pouvoir », Charu Mazumdar se distinguait de la notion révisionniste. Alors que, selon lui, les révisionnistes pensaient que l'on ne pourrait s'emparer du pouvoir au centre que grâce à l'expansion progressive des mouvements économiques, lui, en revanche, insistait sur la nécessité d'une « prise du pouvoir de façon régionale » et se référait à ce sujet aux précédents dans l'histoire des mouvements révolutionnaires mondiaux.[2],[8]

Il a rappelé aux cadres du parti les écrits de Lénine durant la révolution de 1905 en Russie. *(« Un gouvernement ne cesse pas d'être un gouvernement parce que son autorité ne s'étend pas à de nombreuses villes mais est limitée à une seule ville... Ne serons-nous pas confrontés aux problèmes de savoir quoi faire avec les prisons, la police, les fonds publics, etc dès que nous 'nous serons emparés du pouvoir' dans une seule ville, sans parler d'un district ?... Si nous manquons de forces suffisantes, si le soulèvement n'est pas totalement victorieux ou si la victoire est peu probante, il est possible que des gouvernements révolutionnaires provisoires soient constitués dans des régions distinctes, dans des villes particulières, etc. » - V.I. Lénine, « Two Tactics of Social Democracy in the Democratic Revolution », août 1905 (*Selected Works*, Vol. I, p. 391) Il a attiré leur attention sur la voie révolutionnaire chinoise qui, sous la direction de Mao Zedong, a progressé dans la libération du pays en plusieurs étapes ; *(« Dans la guerre, les batailles ne peuvent être livrées qu'une par une et les forces ennemies ne peuvent être détruites qu'une par une. Les usines ne peuvent être construites qu'une par une. Les paysans ne peuvent labourer la terre que parcelle par parcelle. Il en est de même pour les repas. Du point de vue stratégique, prendre un repas ne nous fait pas peur - nous pourrions en venir à bout. Mais en fait, nous le mangeons bouchée par bouchée. Il est impossible d'avalier un festin entier d'un seul coup. C'est ce que l'on appelle la solution en plusieurs étapes. » - Mao Zedong, *Speech at the Moscow Meeting of Communist and Workers' Parties* : 18 novembre 1957 (D'après *Quotations from Chairman Mao Tse-tung*, Peking edition, 1967, p. 80) et sur les réussites des insurgés de Naga en Inde qui avaient réussi à conserver une zone libérée pendant des années. Il considérait que la prise du pouvoir au niveau régional dans la campagne par les paysans pauvres et les paysans sans terre, et que l'expansion progressive de ces régions s'achevant par l'encercllement des villes serait la seule voie du succès pour la révolution démocratique populaire en Inde.[8]

La cible suivante de la diatribe anti-révisionniste de Charu Mazumdar était l'attitude du comité central du CPI(M) à l'égard de la Chine. En juin 1966, à une session du comité central du parti réuni au complet à Tenali, la première depuis la naissance du parti, les dirigeants ont exprimé leur désaccord avec l'évaluation chinoise de la nature et des politiques du gouvernement indien. Sans mentionner le nom de la Chine, le comité central a dit qu'au cours des 18 mois écoulés depuis le congrès du parti, « des opinions divergentes sur la situation indienne ont été émises par certains partis communistes fraternels de différents pays ». Il a soutenu que l'interprétation de la situation indienne du comité central restait valable. Désirant vivement dissiper toute impression qui pourrait avoir été créée par les articles anti-soviétiques et pro-chinois qui étaient sortis dans les journaux du parti, le comité central a conseillé de « prendre soin d'éviter autant que possible les textes de cette sorte dans la publication étant donné qu'ils ébranlent la confiance dans le système socialiste ».

La position anti-Chine du CPI(M) allait se manifester plus nettement l'année suivante, après les événements de Naxalbari. Même avant cela, présentant la dérive dans l'attitude des dirigeants du parti, Charu Mazumdar avait dit que puisque les dirigeants soviétiques avaient perdu le droit à diriger la

révolution en raison de leur révisionnisme et de leur collaboration avec l'impérialisme américain, et puisque le Communist Party of China et son dirigeant Mao Zedong étaient alors les dirigeants de la révolution mondiale, « en s'opposant au parti chinois, la direction du parti indien a abandonné la voie révolutionnaire du marxisme-léninisme ». Il a déclaré : « Dans la lutte contre le révisionnisme, ces dirigeants de parti ne sont non seulement pas nos camarades, ils ne sont même pas nos associés ».[6] Parmi les autres manifestations de révisionnisme, il a fait référence à l'insistance des dirigeants du CPI(M) pour former des gouvernements sans le Congrès après les élections suivantes, et par conséquent, à leur consentement aux projets du gouvernement pour perpétuer l'illusion de constitutionnalisme parmi les masses ; à leur habitude à soulever des slogans d'extrême gauche et à pousser les masses non armées face à la répression de l'État, et encore à leur dénonciation de tout propos concernant « la résistance révolutionnaire » ou « la lutte armée » qu'il considère comme de l'aventurisme. Ensuite, il a donné le feu vert pour la scission lorsqu'il a dit : « ... le parti révolutionnaire ne pourra naître que par la destruction de l'actuel système de parti et de son cadre démocratique ».[6] Cependant, le nouveau parti a vu le jour trois ans plus tard.

Quant à la tactique suggérée à ses partisans, l'accent était, dans un premier temps, mis sur la résistance armée pour passer à l'offensive armée plus tard. Il s'en est violemment pris aux dirigeants révisionnistes du CPI(M) parce qu'ils rêvaient d'un mouvement de masse pacifique. « Dans le contexte actuel », a-t-il prévenu, « nous ne pouvons pas organiser de mouvements de masse pacifiques ». Parce que la classe dirigeante ne nous en donne pas, et ne nous en donnera pas la moindre occasion ».[5] Évoquant les nombreuses luttes qui avaient lieu et assumant les aspects violents face à la répression policière, il a dit : « Ces luttes ont été déclenchées spontanément par le peuple. Le but principal de notre politique sera d'imposer consciemment cette lutte armée sur une base de masse ».[7] En termes vifs, il a fixé les tâches des paysans pauvres et des paysans sans terre, qui devaient être les dirigeants des luttes agraires - création de brigades armées dans chaque village, collecte d'armes en s'emparant de celles des ennemis de classe et de la police, saisie des cultures et arrangements pour les dissimuler, et propagation incessante de la politique de la lutte armée.[5]

Quant aux mouvements de masse dans les villes, la fureur aveugle des masses courroucées étant dissipée dans la destruction des bâtiments gouvernementaux et des transports, celle-ci devra être concentrée dans des attaques préméditées et planifiées sur les ennemis de classe détestés et les mercenaires tyranniques de l'État. Les révolutionnaires devront dire au peuple :

attaquez les bureaucrates haïs, les officiers de l'armée. Il faudra enseigner à la population - la répression n'est pas déclenchée par les commissariats de police ; les attaques sont dirigées non pas par les services gouvernementaux ou les transports, mais par les membres de l'appareil étatique répressif, et nos attaques viseront ces hommes. Il faudra enseigner à la classe ouvrière et à la population qu'ils ne doivent pas attaquer simplement pour le plaisir d'attaquer mais qu'ils doivent finir celui qu'ils attaquent. Car, s'ils se contentent d'attaquer, l'appareil réactionnaire se vengera, mais si ils anéantissent, tout le monde dans l'appareil étatique répressif aura peur.[5]

On se rappelle des paroles de Trotsky défendant la terreur rouge : « Elle tue des individus et intimide des milliers de gens ». [28]

Aux alentours de 1965, divers groupes de dissidents, déçus par la politique révisionniste des dirigeants du CPI(M) ont essayé de prendre contact avec les partisans de Charu Mazumdar au Bengale Nord. Charu Mazumdar avait défini les points d'accord minimum sur lesquels l'unité de base pouvait être établie avec ces groupes. Premièrement, l'approbation de Mao Zedong en tant que dirigeant de la révolution mondiale et de sa pensée comme étant la forme supérieure du marxisme-léninisme de cette époque. Deuxièmement, la croyance en la position qu'une situation révolutionnaire existait dans toute l'Inde. Troisièmement, la croyance en la capture du pouvoir au niveau régional comme étant la voie pour porter la révolution indienne vers l'avant ; et quatrièmement, la croyance en la guérilla comme unique manière par laquelle le développement et la progression de cette révolution était possible. [29]

Il est par conséquent clair que le soulèvement à Naxalbari en 1967 n'était pas une explosion spontanée. Il y avait des années de préparatifs idéologiques et tactiques derrière elle. Ce serait le comble de l'absurdité

d'interpréter les événements de Naxalbari comme le fait le CPI, comme une simple lutte agraire qui n' « a subi une transformation dans l'imagination du groupe qui s'était rassemblé sous sa bannière » que plus tard [30] L'autre opinion - souvent exprimée par les dirigeants du CPI(M) qui disaient que c'était le résultat d'une « dissension fractionnaire » entre le comité d'état du CPI(M) du Bengale occidental et ses dirigeants de section du district du Darjeeling - est tout aussi indéfendable, si on étudie l'histoire de l'évolution des théories de Charu Mazumdar de 1965 à 1967. « La prise du pouvoir de l'État par la lutte armée » était déjà à l'ordre du jour lorsque le mouvement s'est déclenché à Naxalbari en 1967, sous la direction des révolutionnaires communistes qui étaient toujours à l'époque membres du CPI(M). C'est en raison de ceci que Radio Pékin a affirmé le 28 juin 1967 : « Les révolutionnaires du Indian Communist Party, dans la subdivision de Siliguri, qui préconisent la prise du pouvoir par la lutte armée, ont soulevé en 1965 le slogan de la préparation pour la lutte armée par l'armement des paysans et la constitutions de bases rurales ». Plus tard, les militants du parti dans la subdivision de Siliguri ont dit :

Nous nous sommes conformés et avons travaillé à Naxalbari d'après les conseils de notre estimé dirigeant [c'est-à-dire Charu Mazumdar], et à partir de 1965, par l'intermédiaire de petits mouvements, avec l'aide des luttes des paysans, nous avons pu surmonter nos défauts. Voilà pourquoi nous avons vu des perturbations massives de paysans en 1967.

[31]

Mais en tentant d'élaborer un programme alternatif et de le mettre en pratique, Charu Mazumdar s'est mis les dirigeants du CPI(M) à dos. Comme Kanu Sanyal, un des organisateurs principal du soulèvement de Naxalbari, devait le dire plus tard :

Quand, en 1965, notre estimé dirigeant le camarade Charu Mazumdar s'est rebellé contre l'importante clique néo-révissionniste de Sundarayya, Ranadive, Namboodiripad, Promode, Jyoti et compagnie, et a prié les révolutionnaires dans le CPM d'ériger une lutte armée des paysans, il a été en butte aux plus infâmes calomnies. Des gens comme Promode Babu, Harekrishna Babu ont divagué en disant qu'il était fou, que c'était un malade mental, et dans des déclarations publiques, l'ont qualifié d'agent de la police et ont créé une atmosphère fasciste à l'intérieur du parti dans le but d'empêcher les camarades de savoir ce que le camarade Charu Mazumdar avait écrit et de rencontrer Charuda.

[32]

Mais, a ajouté Kanu Sanyal, les tentatives de ce genre des dirigeants du CPI(M) se sont révélées vaines.

... l'appel lancé par le camarade Charu Mazumdar, [a-t-il déclaré] a causé un vif émoi partout en Inde. L'analyse faite par le camarade Charu Mazumdar nous a inspiré, les révolutionnaires du district du Darjeeling. [Quatre ans plus tard, Kanu Sanyal a donné une version totalement contraire de ses rapports avec Charu Mazumdar, soulignant ses différends avec lui, différends qui passent pour être apparus aussi loin qu'en 1965. *Purba-Taranga*, 1 mai 1974].

En fait, les murmures de dissentiment parmi les rangs du CPI(M) ont éclaté en rébellion ouverte très vite après les élections générales de 1967. Leur déception face à leurs dirigeants qui se comportaient comme tous les autres parlementaires révisionnistes en prenant part à d'hétérogènes gouvernements de coalition, et négligeant ensuite d'utiliser les gouvernements comme des instruments des luttes de masse, comme ils l'avaient promis auparavant, les a naturellement fait se retourner avec mélancolie vers les événements qui

se passaient dans le coin Nord-Est de l'Inde - le premier coup de « tonnerre printanier » qui devait annoncer l'orage.

Notes

- [1] V.V. Balabushevich et A.M. Dyakov. *A Contemporary History of India*, People's Publishing House, New Delhi 1964, p. 346.
- [2] *Programme of the CPI(M-L)*, 1970.
- [3] N.N. Mitra. *The India Annual Register*, 1947.
- [4] Ibid.
- [5] « An Examination of the Basic Causes of Left Defections with Special Reference to Andhra » - Résolution adoptée par le comité central du CPI(M) à Calcutta du 5 au 9 octobre 1968.
- [6] *People's Age*, 30 novembre 1947.
- [7] *Programme of the CPI(M-L)*, 1970.
- [8] Traduit de *Naxalbarir Shiksha* (Lessons of Naxalbari), un rapport préparé par le North Bengal-Bihar Border Committee du CPI(M-L), contenant plusieurs compte rendus in extenso d'exposés et d'entretiens de Charu Mazumdar.
- [9] *Political Resolution of the CPI(M-L)*, 1969.
- [10] Report on the Census of India's Foreign Liabilities and Assets, 1948. Report on the Survey of India's Foreign Liabilities and Assets, 1955.
- [11] Cité dans *Telengana People's Struggle and its Lessons* de P. Sundarayya.
- [12] *Political Resolution of the CPI(M-L)*, 1969.
- [13] Ravi Narayan Reddy, *Heroic Telengana*, p. 64 ; P. Sundarayya, *Telengana People's Struggle and Its Lessons*, p. 257.
- [14] P. Sundarayya, Ibid., pp. 134-35.
- [15] Cf. les commentaires de Chester Bowles cité dans le chapitre 1. Le Plan Briggs s'appelle ainsi en souvenir d'Harold Briggs qui était le responsable britannique des opérations contre les communistes dans la Malaisie occidentale des années cinquante.
- [16] P. Sundarayya, op cit., pp. 398-408.
- [17] Ajoy Ghosh, *Some Questions of Party Policy*, novembre 1955.
- [18] *New York Times*, 5 avril 1954.
- [19] *Reserve Bank of India Bulletin*, 1956.
- [20] Report on the Survey of India's Foreign Liabilities, décembre 1955.
- [21] *New Age*, 12 juillet 1954.

[22] *New Age*, 19 septembre 1954.

[23] E.M.S. Namboodiripad, *Peasants Meet at Moga*, All-India Kisan Sabha, septembre 1954.

[24] « An Examination of the Basic Causes of Left Defections with Special Reference to Andhra » - Résolution adopté par le comité central du CPI(M) à Calcutta entre les 5 et 9 octobre 1968.

[25] T. Nagi Reddy, D. Venkateswara Rao et autres, « Open Letter to Party Members », 1968.

[26] « An Examination of the Basic Causes of Left Defections with Special Reference to Andhra » - Résolution adopté par le comité central du CPI(M) à Calcutta entre les 5 et 9 octobre 1968.

[27] *Naxalbarir Shiksha*.

[28] L. Trotsky, *Terrorism and Communism*, Ann Arbor Paperback, University of Michigan Press, 1961 p. 58.

[29] *Naxalbarir Shiksha*.

[30] Pratap Mitra, *Communist Partiy and Naxalites*, CPI, p. 15.

[31] *Naxalbarir Shiksha*.

[32] D'après le discours de Kanu Sanyal au rassemblement du premier mai à Calcutta en 1969, où l'annonce de la création du parti a été faite. Il y fait référence à P. Sundarayya, B.T. Ranadive, E.M.S. Namboodiripad, Promode Das Gupta, Jyoti Basu et Harekrishna Konar - tous membres du Politburo du CPI(M).